

CONVENTION

EN VUE D'ASSURER LE PRÉ-TRAITEMENT DES EAUX DE LIXIVIATION DE L'ANCIENNE DÉCHARGE SITUÉE AU LIEU DIT « LE BOUQUIS » À DARDILLY

Entre :

1. L'Etat représenté par la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfète du Rhône domiciliée en cette qualité à la préfecture du Rhône, à Lyon (69003).

ci-après dénommé : “ L'État ”

2. La SA ABL, propriétaire du site, domiciliée 55, Avenue du 11 novembre 1918 à Tassin (69160)

ci-après dénommée “ SA ABL ”

3. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, domiciliée 20 avenue du Grésillé à Angers (49000)

ci-après dénommée “ L'ADEME ”

Ensemble ci-après dénommées : “ Les Parties ”

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSE :

La SA ABL est propriétaire d'une ancienne carrière située au lieu dit « le bouquis » à Dardilly qui a été exploitée comme décharge par les sociétés SOPALUNA puis ELIPOL de 1975 à 1980.

Cette décharge a reçu au cours de cette période des déchets qui ont rapidement généré des nuisances importantes pour le voisinage, ce qui a conduit l'État à suspendre l'entrée de déchets à compter de juin 1980 puis à acter la cessation d'activité de la décharge en juillet 1982.

La présence de déchets dangereux (goudrons sulfuriques, déchets de raffinage et de pétrochimie...) dans la décharge conduit à ce que les eaux de percolation soient significativement polluées, ce qui présente des risques pour l'environnement.



Compte-tenu de la liquidation judiciaire de la société SOPALUNA, le Préfet a imposé par deux arrêtés, ceux des 11 mai 1988 et 17 novembre 1988 au propriétaire du site, la société des Anciennes Briqueteries de Limonest (ABL), des mesures de mise en sécurité du site en tant que "détenteur" de l'installation. Ces arrêtés ont été annulés par une décision du tribunal administratif du 19 septembre 1989.

Par la suite, la société ELIPOL a été contrainte, par un arrêté préfectoral du 22 mai 1991, de mettre en place un système de récupération et de pré-traitement de ces eaux avant de pouvoir les rejeter au réseau communal.

La société ELIPOL a cependant été mise en liquidation judiciaire en 1996 et a progressivement arrêté d'assurer l'exploitation et la maintenance de ces installations.

Compte tenu des risques pour l'environnement, l'exploitation de ces installations a été confiée à l'ADEME par un arrêté préfectoral du 7 février 1997, sur le fondement de l'article 23-b de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976 (aujourd'hui L.514-1 du Code de l'Environnement).

Ces mesures ont ensuite été reconduites :

- par périodes de 2 ans successives par arrêtés préfectoraux en date des 7 août 1997, 26 juillet 1999 et 23 juillet 2001 ;
- puis pour 5 ans par l'arrêté préfectoral du 08 août 2003 ;
- pour des périodes de 3 ans par les arrêtés préfectoraux du 23 septembre 2008, du 16 décembre 2011, du 20 février 2015 et du 26 février 2018.
- pour une période de 4 ans à compter du 17 décembre 2020.

Ces arrêtés étaient associés à des arrêtés préfectoraux d'occupation temporaire des sols, pris en application de la loi du 29 décembre 1892.

L'article 9 de cette loi prévoyant que l'occupation temporaire des sols ne peut pas dépasser 20 ans, la poursuite de l'intervention de l'ADEME nécessite l'accord de la SA ABL, objet de la présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}

La SA ABL donne son accord, pour que les représentants de l'ADEME, ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, puissent occuper les terrains définis à l'article 2 afin de procéder aux travaux nécessaires pour assurer les travaux définis par l'arrêté en annexe, notamment la collecte et le pré-traitement des lixiviats de l'ancienne décharge.

Cet accord porte sur toute la durée de l'intervention prévue par l'arrêté en annexe, soit 4 ans à partir du 18 décembre 2024.

Cet accord est donné à titre gratuit. L'occupation des terrains ne donnera lieu à aucun dédommagement, compensation ou loyer.

ARTICLE 2

Les terrains concernés par l'intervention de l'ADEME couvrent les parcelles cadastrales AD41, AE 10, 11 et 113.

Un plan cadastral est annexé à la présente convention.

ARTICLE 3

La SA ABL s'engage à suspendre toute intervention de nature à perturber l'intervention de l'ADEME.

ARTICLE 4

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence de la SA ABL ou un de ses représentants et de l'ADEME.


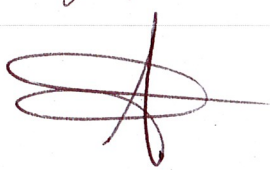
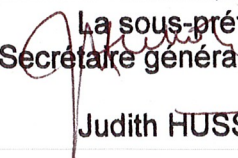
Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME.

À défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le Tribunal Administratif de LYON.

Fait à , *Lyon*

Le *16 AVR. 2025*

En autant d'exemplaires originaux que de parties engagées, soit en 3 exemplaires.

	Qualité	Nom	Signature
Pour la SA ABL	<i>PDG</i>	<i>PITANCE Simone</i>	
Pour l'ADEME	<i>Cheffe adjointe service Sitesol</i>	<i>PETITEAU Audrey</i>	
Pour l'État			 La sous-préfète, Secrétaire générale adjointe Judith HUSSON

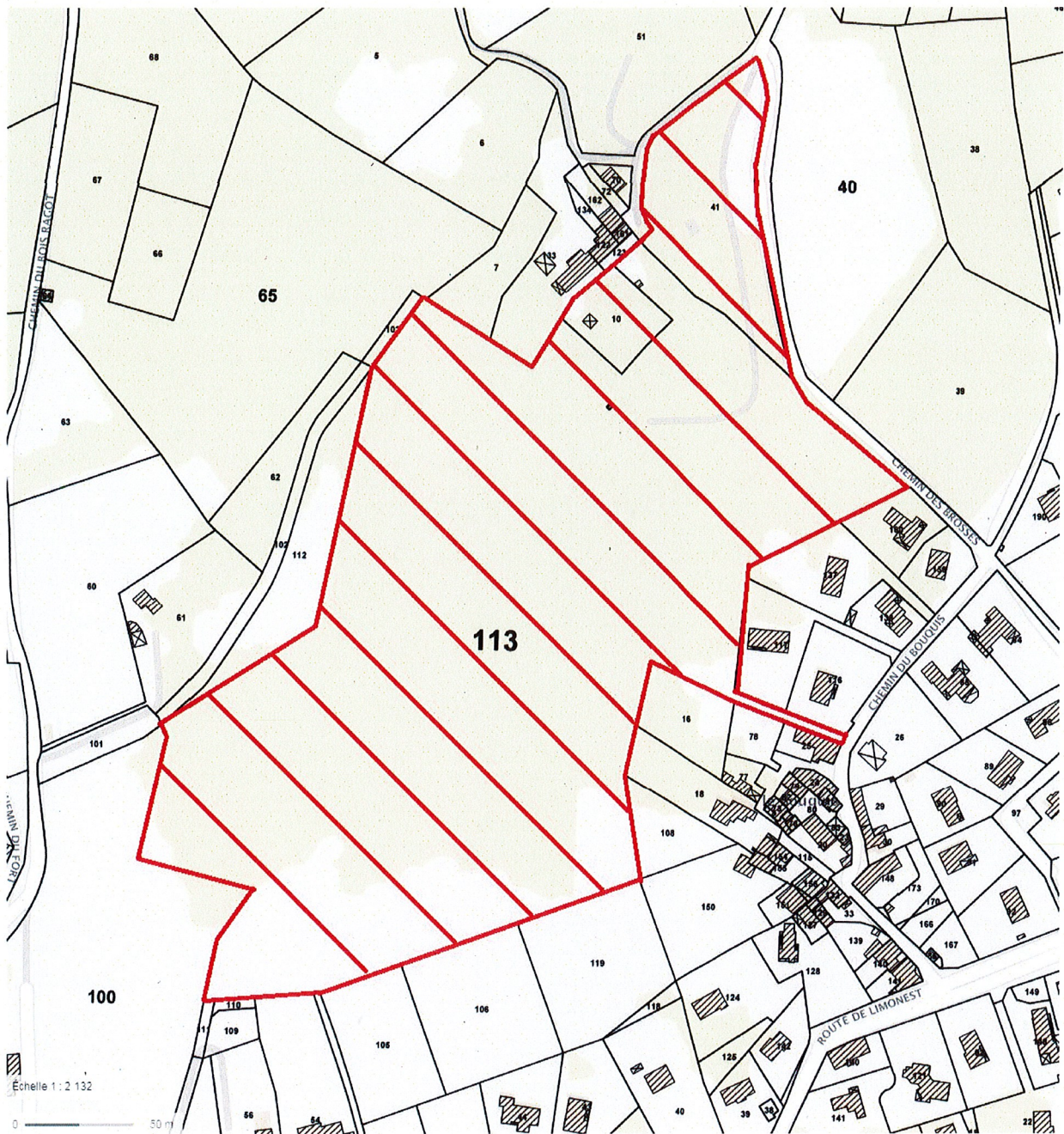
LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : plan cadastral

Annexe 2 : arrêté préfectoral d'exécution par l'ADEME de travaux d'office

A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, overlapping loops and strokes, positioned to the right of the text for Annexe 2.

Annexe 1 - PLAN CADASTRAL





**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

**DREAL-UD69-LJ
DDPP-SPE-AB**

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-95
D'EXÉCUTION DE TRAVAUX D'OFFICE
autorisant l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
à poursuivre la collecte et le pré-traitement des lixiviats
de l'ancienne décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » sur la commune de DARDILLY**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-8 et L.556-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 juillet 1975 autorisant la société DEBLAIS SERVICES à exploiter une décharge de déchets divers assimilables aux résidus urbains et déchets industriels inertes en décharge contrôlée au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1990 imposant à la société ELIPOL (successeur de la société DEBLAIS SERVICES) la mise en œuvre, sous six mois, d'une solution de nature à protéger et à garantir d'une manière pérenne les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1991 modifié accordant à la société ELIPOL un nouveau délai pour achever les travaux entrepris et fixant les prescriptions additionnelles relatives à l'exploitation de la station d'épuration de la décharge et aux conditions du rejet des effluents ;

VU le jugement en date du 23 décembre 1996 du tribunal de commerce de Lyon prononçant la liquidation judiciaire de la société ELIPOL et désignant Maître Patrick DUBOIS en qualité de liquidateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1997 mettant en demeure Maître DUBOIS de respecter les dispositions prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 1991 modifié précité relatives à la maintenance de la station d'épuration de la décharge ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 février 1997 prescrivant l'exécution d'office, pendant une durée de six mois, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, des travaux

nécessaires au maintien du fonctionnement et de l'entretien de la station d'épuration traitant les lixiviats de la décharge ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1997 portant consignation d'une somme de 4 780 000 F correspondant à l'évaluation des travaux calculée sur 10 ans pour assurer la maintenance de la station d'épuration des lixiviats et l'entretien de la décharge ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 1997 portant consignation d'une somme de 100 000 F correspondant à l'évaluation des travaux de clôture du site de la décharge susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 août 1997 prorogeant, pour une durée de deux ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 1999 prorogeant, pour une durée de deux ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 prorogeant, pour une durée de deux ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2003 prorogeant, pour une durée de cinq ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 prorogeant, pour une durée de trois ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 prorogeant, pour une durée de trois ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 prorogeant, pour une durée de trois ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 février 2018 prorogeant, pour une durée de trois ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2020 prorogeant, pour une durée de quatre ans, les mesures d'exécution d'office des travaux d'entretien et de maintenance de la décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY ;

VU le compte-rendu d'intervention et la proposition de nouvelles mesures de gestion courante du site associée de l'ADEME du 22 août 2024 ;

VU le rapport du 2 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées proposant de prolonger pour 4 ans l'intervention de l'ADEME sur le site de l'ancienne décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » sur la commune de DARDILLY ;

VU le courrier en date du 14 janvier 2025 informant propriétaire du site de la mesure de travaux d'office et du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les lixiviats pollués de l'ancienne décharge située au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY sont de nature à porter un grave préjudice aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que toutes les autres procédures administratives possibles ont été engagées sans que le préjudice causé à l'environnement ait pu être réparé ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu d'appliquer les dispositions des articles L.171-8 et L.556-3 du code de l'environnement et d'ordonner d'office la réalisation des travaux nécessaires ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Il est procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site situé au lieu-dit « Le Bouquis » à DARDILLY, à l'exécution des travaux suivants pendant une période de quatre ans à compter du 18 décembre 2024 :

- gestion courante de la station de traitement des lixiviats et son entretien ;
- gestion courante du réseau de collecte et de drainage des eaux de l'ancienne décharge, incluant le pompage des lixiviats à côté du PZ6 et leur acheminement à la station ;
- 2 analyses d'eau par semestre (l'une en tête de station, la deuxième dans le regard de rejet final) portant sur les paramètres demandés par la Métropole de Lyon et la STEP de Pierre-Bénite.

ARTICLE 2

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) est chargée de l'application de la présente décision d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits.

À l'issue de la réalisation des opérations, un rapport final détaillé est remis à la préfète, accompagné d'éventuelles propositions de nouvelle intervention.

ARTICLE 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4: Information des tiers

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 6 : Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le président de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au propriétaire du terrain, la société Anciennes Briqueteries de Limonest (ABL), et dont une copie sera adressée :

- au maire de DARDILLY,
- au directeur départemental des territoires du Rhône ;
- au délégué territorial de l'agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes.

Lyon, le 16 AVR. 2025

La Préfète,

La sous-préfète,
Secrétaire générale adjointe

Judith HUSSON